



Rapport annuel sur le fonctionnement du Fonds de vieillissement en 2007, communiqué au Gouvernement et aux Chambres législatives fédérales en exécution de l'article 41 de la loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement.



CONTENU

Avant-propos du Ministre des Finances et du Secrétaire d'Etat au Budget 5

Introduction du président du conseil d'administration 7

Rapport annuel sur le fonctionnement du Fonds de vieillissement en 2007 9

I Création et fonctionnement du Fonds de vieillissement 11

II Adaptation de la loi Fonds de vieillissement 11

III Placement des réserves 12

IV Revenus 13

V Placements 15

VI Portefeuille au 31 décembre 2007 16

VII Frais de fonctionnement 17

VIII Comptes annuels 18

Annexes 27

1 *Loi du 5 septembre 2001* 29

2 *Composition du conseil d'administration du Fonds de vieillissement* 35

3 *Portefeuille au 31 décembre 2007* 36

4 *Législation, réglementation et publications* 37

5 *Contacts* 38



Avant-propos du Ministre des Finances et du Secrétaire d'Etat au Budget

Le vieillissement de la population constitue un des défis majeurs des décennies à venir. Afin de faire face à ce défi, une stratégie cohérente a été développée. Celle-ci s'articule autour de trois axes politiques fondamentaux:

1. sur le plan budgétaire: poursuivre la réduction de la dette publique et constituer les réserves nécessaires pour le Fonds de vieillissement;
2. sur le plan économique: relever le taux d'emploi et stimuler l'activité économique;
3. sur le plan social: poursuivre le développement d'une sécurité sociale forte et solidaire.

La politique budgétaire constitue un élément essentiel d'une stratégie globale visant à faire face aux effets du vieillissement. Dans la perspective d'un accroissement des dépenses liées au choc socio-démographique futur, il y a lieu d'analyser les marges et obligations budgétaires à long terme. Afin de ne pas hypothéquer lourdement la politique budgétaire future, il importe dès lors d'anticiper ces mutations afin de répartir équitablement les charges entre les différentes générations. Par la mise en place du Fonds de vieillissement et de la procédure annuelle y afférente, la politique budgétaire s'inscrit dès lors dans une perspective à long terme.

Un des objectifs premiers de la politique budgétaire consiste à diminuer suffisamment le taux d'endettement afin de réduire à l'avenir le poids des charges d'intérêt sur la dette publique. La marge ainsi dégagée peut alors être utilisée notamment pour faire face aux dépenses croissantes en matière de protection sociale sans devoir couper dans les autres dépenses ou augmenter les recettes.

Dans ce souci, des efforts ont été consentis afin de renouer, en ce qui concerne le budget 2008, avec un équilibre structurel. A partir de 2009, des excédents structurels seront progressivement constitués pour atteindre au moins 1% du produit intérieur brut en fin de législature. De cette manière, d'ici 2011, il sera renoué à peu de chose près avec l'excédent prévu dans la loi adaptée sur le Fonds de vieillissement et recommandé par la Section Besoins de financement du Conseil supérieur des finances. L'effort visant à constituer des excédents devra être poursuivi dans les années à venir.

La politique budgétaire ébauchée ci-dessus constitue seulement un élément d'une stratégie plus globale. Il serait erroné de baser exclusivement la stratégie visant à faire face aux conséquences du vieillissement sur un pilier budgétaire. Une série d'autres domaines doivent également fournir une contribution importante. En stimulant l'emploi et, plus généralement, la croissance économique, l'assise financière pour faire face au coût du vieillissement se trouve renforcée. Étant donné que de plus en plus de personnes seront dépendantes de la sécurité sociale, une sécurité sociale forte et solidaire deviendra encore plus importante. L'accord de gouvernement prévoit un ensemble de mesures dans les domaines susmentionnés: elles devront être mises en œuvre dans les mois et années à venir.

*Didier REYNDERS
Vice-Premier Ministre et
Ministre des Finances
et des Réformes institutionnelles*

*Melchior WATHELET
Secrétaire d'Etat au Budget
et à la Politique des familles*

Introduction du président du conseil d'administration

Il y a un an, j'avais envisagé mon petit mot d'introduction en partie comme un adieu - à tort comme cela s'est révélé par la suite. Qu'aujourd'hui je rédige ces mots, le jour de mon adieu à la cellule stratégique du Premier Ministre, n'est peut-être plus - c'est le temps qui le dira - une estimation erronée. Ironie du sort...

On ne peut pas dire que le Fonds de vieillissement a connu une activité débordante en 2007. Comme c'était déjà annoncé dans notre *Rapport annuel 2006*, le surplus budgétaire 2006, tel qu'il avait été estimé en février 2007 dans le *Rapport annuel de la Banque nationale*, a été placé le 27 avril 2007 avec échéance finale au 15 avril 2021. Le portefeuille nominal des placements a ainsi augmenté de 176,7 millions d'euros. Avec l'accroissement des intérêts courus, il en résulte pour le présent exercice une progression non négligeable de 832,5 millions d'euros de la valeur totale du portefeuille

Il n'y a pas d'autres développements à mentionner en 2007. L'attente – évoquée l'année précédente sur base de la loi du 20 décembre 2005 - qu'à partir de 2007 le financement du Fonds au moyen de recettes non récurrentes serait remplacé par une alimentation plus structurelle sur base de l'attribution des excédents budgétaires progressifs, ne s'est pas réalisée. Aussi à la suite de la situation politique exceptionnelle, les finances publiques en 2007 se sont, malgré une belle croissance économique, légèrement clôturées dans le rouge, ou à peu près un milliard et demi (pour les deux tiers dus à la non réalisation de recettes uniques) plus mauvais que l'excédent prévu de 0,3% du produit intérieur brut. De ce fait, aucun versement au Fonds de vieillissement n'a pu se faire au titre du résultat budgétaire 2007.

Pour 2008, les perspectives ne sont pas meilleures. Bien que la loi-Fonds de vieillissement, notamment l'article 27, n'ait pas été modifiée, on n'a s p i r e même pas à un petit surplus - malgré une estimation optimiste de la croissance économique réelle de 1,9% (elle sera probablement de 1,6%). Pour la première fois depuis sa création, le Fonds de vieillissement risque donc d'être au régime sec durant deux ans.

J'émets l'espoir que le nouveau gouvernement mette en oeuvre dans les plus brefs délais un rattrapage à l'égard du trajet du programme de stabilité. En effet, il s'agit de beaucoup plus que du montant facial qui se trouve dans le Fonds de vieillissement. L'enjeu n'est ni plus ni moins un niveau de vie digne pour les millions de futurs retraités.

Marc BOEYKENS
Président du conseil d'administration
20 mars 2008



Rapport annuel
sur le fonctionnement du
Fonds de vieillissement en 2007

I Création et fonctionnement du Fonds de vieillissement

Le Fonds de vieillissement a été créé en 2001 pour faire face aux inévitables conséquences budgétaires du vieillissement de la population. Le Fonds a pour objectif de constituer des réserves permettant de financer, durant la période comprise entre 2010 et 2030, les dépenses supplémentaires des différents régimes légaux des pensions suite au vieillissement.

Il a été créé comme "parastatal B" par la loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement¹. Le Fonds se trouve sous le contrôle conjoint du Ministre des Finances et du Ministre du Budget.

Le Fonds de vieillissement est administré par un conseil d'administration, composé de dix membres². Le conseil d'administration détermine la politique du Fonds. Sur proposition du conseil le Ministre des Finances fixe les directives générales relatives aux placements. Dans les limites de celles-ci, le conseil arrête les instructions pour le placement des moyens et il assume la gestion des réserves.

Les revenus du Fonds de vieillissement se composent de surplus budgétaires, d'excédents de la sécurité sociale et de recettes non fiscales, auxquels s'ajoutent les produits des placements. Le Fonds de vieillissement peut également disposer des revenus de ses placements. Une adaptation de la loi sur le Fonds de vieillissement en 2005 stipule que le Fonds de vieillissement doit être financé à partir de 2007 d'une manière plus structurelle avec principalement des surplus budgétaires.

Pour autant que le taux d'endettement se situe sous les 60 pour cent du produit intérieur brut, le Fonds de vieillissement peut, à partir de 2010, effectuer des dépenses pour le financement des différents régimes légaux des pensions.

Les frais de fonctionnement du Fonds de vieillissement sont portés à charge du budget général des dépenses.

II Adaptation de la loi sur le Fonds de vieillissement

Pendant ses premières années d'activité, le Fonds de vieillissement a été essentiellement alimenté par le produit de recettes non fiscales. De cette façon, dès sa création, le Fonds a été d'une visibilité et d'un volume importants. Le but a toutefois toujours été d'alimenter en premier lieu le Fonds de vieillissement avec des excédents budgétaires.

Par une modification légale³ en 2005, le financement plus structurel du Fonds de vieillissement a été fixé dans la loi. Pour l'exercice budgétaire 2007, un montant équivalant à 0,3 pour cent du produit intérieur brut sera *en principe* affecté au Fonds de vieillissement. Les années suivantes,

1 Moniteur belge du 14 septembre 2001. Le texte de loi est repris en annexe 1.

2 La composition du conseil d'administration est reprise en annexe 2.

3 Loi du 20 décembre 2005 modifiant la loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement (Moniteur belge du 14 mars 2006). Les modifications ont été reprises en annexe 1.

jusqu'en 2012, ce pourcentage sera augmenté à chaque fois de 0,2 pour cent du produit intérieur brut. Les affectations pour les exercices budgétaires suivants sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le montant annuel affecté *effectivement* au Fonds de vieillissement sera égal au surplus budgétaire réalisé lors de l'exercice budgétaire concerné. Ce montant peut en outre être majoré du produit des mesures donnant lieu à une diminution de la dette publique pour l'exercice budgétaire en question, sans impact sur le solde de financement, mais cette augmentation est toutefois limitée à un montant annuel de 250 millions d'euros pour la période 2007-2010 et de 500 millions d'euros pour les années suivantes.

Enfin, la modification de loi prévoit la possibilité d'un ajustement conjoncturel du montant attribué annuellement au Fonds de vieillissement: celui-ci est majoré lorsque, au cours de l'exercice budgétaire concerné et de l'exercice budgétaire précédent, l'augmentation du produit intérieur brut réel exprimée en pourcentage annuel est inférieure à 2 pour cent, et est diminué si cette augmentation est supérieure à 3 pour cent. Cet ajustement est fixé par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la section "Besoins de financement des pouvoirs publics" du Conseil supérieur des Finances.

III Placement des réserves

La loi sur le Fonds de vieillissement stipule que le Fonds place ses réserves en titres de l'Etat belge¹. A côté de motifs de sécurité, d'efficacité et de rendement, cette obligation a également pour but la consolidation de la dette de l'Etat: le Fonds de vieillissement fait partie du secteur public et il est par conséquent évident que, lors de la consolidation, les réserves du Fonds de vieillissement sont portées en diminution de la dette globale du secteur public.

Les réserves du Fonds de vieillissement ne sont pas placées dans les instruments habituels de la dette de l'Etat orientés vers les investisseurs institutionnels, comme les obligations linéaires, mais bien dans un instrument spécifique de dette "sur mesure": les "bons du Trésor-Fonds de vieillissement"². Il s'agit de titres dématérialisés non négociables, émis par le Trésor à la demande du Fonds de vieillissement. Le taux est fixé sur base de la courbe d'intérêt des obligations linéaires. Les titres sont remboursables à l'échéance finale mais peuvent toutefois être remboursés anticipativement, en tout ou en partie, aux conditions du marché.

La loi sur le Fonds de vieillissement stipule que le Ministre des Finances fixe annuellement, sur proposition du conseil d'administration du Fonds, les directives générales relatives aux placements. Pour 2007, les directives générales prévoient que le Fonds de vieillissement place ses revenus en "bons du Trésor-Fonds de vieillissement" coupon zéro avec des échéances finales entre 2016 et 2025. Les revenus qui ne peuvent être investis immédiatement en "bons du Trésor-Fonds de vieillissement" sont placés à court terme auprès du Trésor.

1 La loi précise que, lors d'un taux d'endettement inférieur à 100 pour cent, le Fonds peut également placer dans d'autres actifs consolidables (p. ex. titres des régions, communautés et communes).

2 Voir Rapport annuel 2002 du Fonds de vieillissement, p. 13-14.

La loi sur le Fonds de vieillissement stipule également que le conseil d'administration fixe les directives pour le placement des réserves. Les instructions que le conseil d'administration a données en 2007 pour le placement des recettes du Fonds sont traitées au point V de ce rapport.

IV Revenus¹

a. Revenus 2001-2006

Pour la période antérieure au présent rapport annuel, des moyens pour un montant total de 13.124,1 millions ont été mis à la disposition du Fonds de vieillissement:

Moyens attribués pour les années 2001 à 2006 (en millions d'euros)

année	montant	origine	reçu en	placé en
2001	437,8	vente des licences UMTS	2001-2002	2002
	177,1	plus-value or	2002	2002
2002	429,0	bénéfice exceptionnel BNB	2002	2002
	237,2	dividende Belgacom	2003	2003
	11,9	intérêts court terme	2003	2003
2003	214,0	non échange de billets de banque	2003	2003
	2.645,7	vente CREDIBE	2003	2003
	290,0	dividende Belgacom	2004	2004
	3.600,0	reprise fonds de pension Belgacom	2004	2004
	0,3	intérêts court terme	2004	2004
2004	1.400,0	reprise fonds de pension Belgacom	2004	2004
	2.500,0	FADELS	2004	2004
	6,2	intérêts court terme	2004	2004
2005	422,9	déclaration libératoire unique	2005	2005
	19,8	solde CREDIBE	2005	2005
2006	317,1	dividende Belgacom	2006	2006
	211,9	bénéfice BNB	2006	2006
	26,5	solde vente CREDIBE	2006	2006
	0,1	solde déclaration libératoire unique	2006	2006
	176,0	solde budgétaire 2006	2007	2007
	0,7	intérêts court terme	2007	2007

¹ Les recettes non fiscales sont mentionnées dans l'optique de la mise à disposition par le Gouvernement; dans une optique de caisse le versement au Fonds de vieillissement peut dans certains cas être effectué lors de l'année civile suivante.

Abstraction faite de quelques recettes d'intérêts limitées en provenance de placements à court terme, les recettes étaient toujours d'origine non-fiscales durant les premières années d'activité du Fonds. En attribuant au Fonds de vieillissement le surplus budgétaire 2006 pour un montant de 176 millions d'euros¹, il a été fait appel pour la première fois aux soldes budgétaires comme source de financement du Fonds.

Les "bons du Trésor-Fonds de vieillissement" dans lesquels le Fonds effectue ses placements sont de type coupon zéro et les intérêts capitalisés seront donc payables lors de l'échéance finale. Dans l'optique économique, les intérêts sont cependant ventilés sur toute la durée du placement. Les intérêts acquis prorata temporis sur les placements en "bons du Trésor-Fonds de vieillissement" s'élevaient pour la période 2002-2006 à 1.713,8 millions d'euros (31,6 millions d'euros en 2002, 81,8 millions d'euros en 2003, 429,3 millions d'euros en 2004, 569,4 millions d'euros en 2005 et 601,6 millions d'euros en 2006).

b. Revenus 2007

La modification de la loi sur le Fonds de vieillissement en 2007 prévoyait qu'*en principe* un montant égal à 0,3 % du produit intérieur brut serait attribué au Fonds de vieillissement. A cet effet, un crédit de 900 millions d'euros a été inscrit sur le budget fédéral 2007. En outre, la loi stipule que le montant *effectivement* attribué sera égal au surplus budgétaire réalisé dans l'année budgétaire concernée. Comme lors des différentes étapes du monitoring à la fin 2007 il est clairement apparu que selon toute probabilité aucune capacité de financement ne pourrait être réalisé sur le budget 2007, le Gouvernement a estimé ne pas pouvoir attribuer pour 2007 des moyens au Fonds de vieillissement.

Comme par le passé, le Fonds de vieillissement a bien entendu obtenu en 2007 des intérêts prorata temporis sur le portefeuille "bon du Trésor-Fonds de vieillissement". Ces produits de placement se sont élevés à 655,8 millions d'euros.

1 Il s'agit du solde de financement de l'ensemble des pouvoirs publics pour 2006, déterminé par la Banque nationale de Belgique, en février 2007. Ce montant a été versé le 21 mars 2007 au Fonds de vieillissement.

V Placements¹

a. Placements 2002 - 2006

Antérieurement à ce rapport annuel 2007, le Fonds de vieillissement avait placé ses revenus en seize "bons du Trésor-Fonds de vieillissement" (BT-FV) avec échéances finales entre 2010 et 2021:

Placements exécutés pour la période 2002 - 2006 (en millions d'euros)

année	montant	placement	origine
2002	624,1	BT-FV 15 avril 2010	licences UMTS (437,8) plus-value or (177,1) intérêts court terme (9,2)
	431,7	BT-FV 15 octobre 2010	bénéfice BNB (429,0) intérêts court terme (2,7)
2003	451,5	BT-FV 15 avril 2011	dividende Belgacom (237,2) billets de banque (214,0) intérêts court terme (0,3)
	645,7	BT-FV 17 octobre 2011	vente CREDIBE
	1.000,0	BT-FV 16 avril 2012	vente CREDIBE
	1.000,0	BT-FV 15 avril 2013	vente CREDIBE
2004	296,2	BT-FV 15 octobre 2012	dividende Belgacom (290,0) intérêts court terme (6,2)
	1.000,0	BT-FV 15 avril 2014	fonds de pension Belgacom
	1.000,0	BT-FV 15 avril 2015	fonds de pension Belgacom
	1.000,0	BT-FV 15 avril 2016	fonds de pension Belgacom
	1.000,0	BT-FV 18 avril 2017	fonds de pension Belgacom
	1.000,0	BT-FV 16 avril 2018	fonds de pension Belgacom
	1.250,0	BT-FV 15 avril 2019	FADELS
	1.250,0	BT-FV 15 avril 2020	FADELS
2005	442,7	BT-FV 15 avril 2021	déclaration libératoire unique (422,9) solde CREDIBE (19,8)
2006	555,6	BT-FV 15 octobre 2021	dividende Belgacom (317,0) bénéfice BNB (211,9) solde CREDIBE (26,5) déclaration libératoire unique (0,1)

1 L'annexe 3 donne un relevé détaillé des placements effectués jusqu'à fin 2007 en "bons du Trésor-Fonds de vieillissement".

b. Placements en 2007

Les placements du Fonds de vieillissement sont restés en 2007 limités au solde budgétaire 2006 précité de 176 millions d'euros, majoré de 0,7 millions d'euros d'intérêts court terme. Ce montant de 176,7 millions d'euros a été placé le 27 avril 2007 dans un "bon du Trésor-Fonds de vieillissement" avec échéance finale le 15 avril 2021:

- date d'émission: 27 avril 2007
- échéance finale: 15 avril 2021
- prix d'émission: au pair
- intérêt coupon zéro, fixé sur la base de la courbe des taux OLO le 24 avril 2007: 4,32873520 %
- capital: 176.663.398,98 euros
- remboursable à l'échéance finale: 319.446.696,28 euros

Lors de ce placement, le conseil d'administration s'est de nouveau efforcé comme les années antérieures, de rendre disponibles aux échéances finales des montants substantiels et croissants (voir graphique à la page 17). Etant donné que les montants à l'échéance finale en 2021 pourraient encore bénéficier d'une alimentation supplémentaire, il a été opté de placer les 176,7 millions d'euros dans un troisième "bon du Trésor-Fonds de vieillissement" avec échéance finale en 2021.

VI Portefeuille au 31 décembre 2007

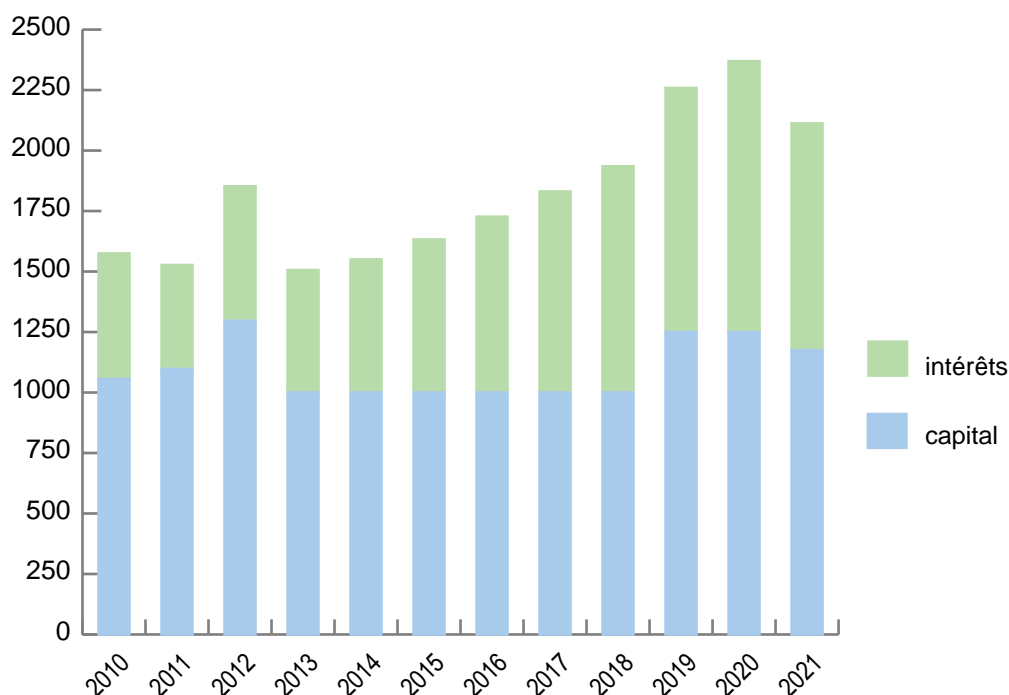
A la fin de son sixième exercice, le portefeuille du Fonds de vieillissement, y compris les intérêts acquis prorata temporis sur les placements coupon zéro, s'élève à 15.493,7 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 832,5 millions d'euros par rapport à la situation fin 2006:

Portefeuille du Fonds de vieillissement au 31 décembre 2007 (en millions d'euros)

	31.12.2007	31.12.2006	évolution
Portefeuille nominal	13.124,1	12.947,4	+ 176,7
Prorata d'intérêts	2.369,6	1.713,8	+ 655,8
Portefeuille y compris prorata d'intérêts	15.493,7	14.661,2	+ 832,5
Remboursable aux échéances finales	21.874,3	21.554,9	+ 319,4

Le portefeuille que le Fonds de vieillissement a constitué fin 2007 atteindra, aux échéances finales, une valeur de 21.874,3 millions d'euros. Par échéance finale, le Fonds de vieillissement pourra disposer, dans la période 2010-2021, des montants suivants:

Echéances finales 2010 – 2021 (en millions d'euros)



VII Frais de fonctionnement

Lors de la création du Fonds de vieillissement, le législateur a choisi de donner au Fonds un statut autonome de "parastatal B" à gestion, comptabilité et contrôle autonomes. Administrativement, le Fonds de vieillissement a des liens étroits avec la Trésorerie fédérale. La loi créant le Fonds de vieillissement désigne l'administrateur général de la Trésorerie comme membre de plein droit du conseil d'administration et le charge de la gestion journalière du Fonds. Le Fonds de vieillissement fait appel, contre rémunération, au personnel de l'Etat. Il a son siège dans les locaux de la Trésorerie fédérale.

Les frais de fonctionnement du Fonds de vieillissement sont à charge du budget général des dépenses. Au budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007, un montant de 288.650 euros était prévu à cet effet, dont 233.632 euros ont été utilisés. Les frais de fonctionnement concernent pour 95,2 % le remboursement au Trésor des traitements et indemnités des membres du personnel de la Trésorerie qui ont été mis à la disposition du Fonds de vieillissement par le Ministre des Finances. Les autres frais de fonctionnement concernent notamment l'achat de fournitures de bureau, les frais d'impression du rapport annuel, l'indemnité du reviseur d'entreprises et du commissaire du gouvernement et les jetons de présence des membres du conseil d'administration.

VIII Comptes annuels

BILAN - ACTIF

(en euros)

	31-12-2007	31-12-2006
Actifs immobilisés	177,77	355,48
I FRAIS D'ETABLISSEMENT	-	-
II IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	-	-
III IMMOBILISATIONS CORPORELLES	177,77	355,48
C. Mobilier - Matériel informatique - bureautique	177,77	355,48
Actifs circulants	15.493.770.371,33	14.837.292.874,30
VII CREANCES A UN AN AU PLUS	2.431,80	176.000.000,00
B. Autres créances	2.431,80	176.000.000,00
VIII PLACEMENTS DE TRESORERIE	15.493.762.967,36	14.661.288.673,11
B. Autres placements	15.493.762.967,36	14.661.288.673,11
Zérobonds	13.124.119.797,28	12.947.456.398,30
Intérêts courus zérobonds	2.369.569.880,80	1.713.768.749,95
D'un mois au plus frais de fonctionnement	73.281,28	63.524,86
IX VALEURS DISPONIBLES	-	-
X COMPTES DE REGULARISATION	4.972,17	4.201,19
Total de l'actif	15.493.770.549,10	14.837.293.229,78



BILAN - PASSIF

(en euros)

	31-12-2007	31-12-2006
Capitaux propres	13.124.119.975,05	13.123.456.753,78
IV RESERVES	13.124.119.797,28	13.123.456.398,30
D. Réserves recettes non fiscales	12.929.096.906,38	12.929.096.906,38
Réserves surplus budgétaires	176.000.000,00	176.000.000,00
Réserves provenant des produits de placements	19.022.890,90	18.359.491,92
VI SUBSIDES EN CAPITAL	177,77	355,48
Dettes	2.369.650.574,05	1.713.836.476,00
IX DETTES A UN AN AU PLUS	76.759,73	64.571,51
C. Dettes commerciales	3.979,69	4.694,38
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	72.780,04	51.444,20
F. Autres dettes	-	8.432,93
X COMPTES DE REGULARISATION	2.369.573.814,32	1.713.771.904,49
Total du passif	15.493.770.549,10	14.837.293.229,78

COMPTE DE RESULTATS

(en euros)

	2007	2006
Charges		
II COUT DES VENTES ET PRESTATIONS	233.809,51	217.217,63
B. Services et biens divers	10.609,46	11.634,70
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	223.022,34	203.399,18
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	177,71	2.183,75
XIII BENEFICE DE L'EXERCICE A AFFECTER	663.398,98	731.477.465,03
Total des charges	897.208,49	731.694.682,66



COMPTE DE RESULTATS

(en euros)

	2007	2006
Produits		
I VENTES ET PRESTATIONS	233.809,51	217.217,63
D. Autres produits d'exploitation	233.809,51	217.217,63
IV PRODUITS FINANCIERS	663.398,98	8.259,45
B. Produits des actifs circulants	663.398,98	8.259,45
VII PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	731.469.205,58
Total des produits	897.208,49	731.694.682,66

AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

A. Bénéfice à affecter	663.398,98	731.477.465,03
C. Affectations aux capitaux propres	-663.398,98	-731.477.465,03
3. Aux autres réserves	663.398,98	731.477.465,03

Commentaires

Bilan - Actif

Créances à un an au plus

Le montant de 2.431,80 euros repris sous cette rubrique représente le montant complémentaire qui devra versé au Fonds de vieillissement afin de couvrir ses frais de fonctionnement pour l'année 2007.

Placements de trésorerie

Les placements du Fonds de vieillissement s'élèvent, au 31 décembre 2007, à 15.493.762.967,36 euros, répartis de la manière suivante:

- 13.124.119.797,28: ce poste représente le capital nominal des "bons du Trésor-Fonds de vieillissement"; l'augmentation de 176.663.398,98 euros par rapport à l'année 2006 s'explique par le placement des recettes de 176.000.000 euros qui restaient à percevoir sur le budget 2006 et de 663.398,98 euros d'intérêts perçus;
- 2.369.569.888,80: la valeur comptable des intérêts courus sur les "bons du Trésor-Fonds de vieillissement" est passée de 1.713.768.749,95 euros à 2.369.569.888,80 euros soit un accroissement de 655.801.138,85 euros;
- 73.281,28: solde du compte à vue "frais de fonctionnement" placé chaque jour "overnight" au Trésor.

Comptes de régularisation

Sont repris, principalement sous cet intitulé, les intérêts courus mais non perçus sur les placements à court terme c'est-à-dire la partie des intérêts afférente à l'exercice considéré qui ne sera réellement encaissée qu'au cours de l'exercice comptable suivant.

Bilan - Passif

Réserves

Réserves recettes non fiscales

Ce poste "réserves recettes non fiscales" reste inchangé à 12.929.096.906,38 euros au 31 décembre 2007. Aucun recette non fiscale n'a été allouée au Fonds au cours de cet exercice.

Réserves surplus budgétaires

Faute de surplus budgétaire aucun montant n'a été alloué au Fonds en 2007.

Réserves provenant des produits de placement

Sont repris sous ce poste les intérêts réalisés lors du placement des recettes sur un compte du Trésor avec préavis de 48 heures. Ce poste reprend également les intérêts versés par le Trésor pour couvrir la période entre l'entrée en vigueur de l'arrêté d'affectation et le versement effectif au Fonds de vieillissement.

Subsides en capital

Ce poste représente la part des subsides d'investissement qui n'a pas été consommée par les amortissements.

Comptes de régularisation

Il s'agit principalement des intérêts courus des placements zérobons. Afin d'éviter d'augmenter les réserves avec des intérêts acquis mais non encore encaissés, ces montants seront maintenus en compte de régularisation jusqu'à leur encaissement effectif.

Compte de résultats – Charges

Les frais de fonctionnement (233.809,51 euros) sont principalement constitués de frais relatifs aux rémunérations du personnel du Fonds. L'augmentation des rémunérations en 2007 s'explique entre autre par des arriérés de traitements relatifs à l'année 2006. Ces charges sont subsidiées par l'Etat fédéral dans leur totalité comme l'attestent les autres produits d'exploitation.

Compte de résultats – Produits

Produits des actifs circulants

Ce poste s'élève au 31 décembre 2007 à 663.398,98 euros. Il s'agit principalement des intérêts réalisés sur le placement du surplus budgétaire 2006 sur un compte avec préavis de 48 heures.

Rapport du Reviseur d'Entreprises sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, j'ai l'honneur de vous faire rapport dans le cadre du mandat de reviseur qui m'a été confié.

Le rapport inclut mon opinion sur les comptes annuels ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes annuels

J'ai procédé au contrôle des comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2007, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique, dont le total du bilan s'élève à 15.493.770.549 EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 663.399 EUR.

L'établissement des comptes annuels relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles d'évaluation appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Ma responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de mon contrôle. J'ai effectué mon contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que mon contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, j'ai tenu compte de l'organisation de l'organisme en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. J'ai obtenu de l'organe de gestion et des préposés de l'organisme les explications et informations requises pour mon contrôle. J'ai examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. J'ai évalué le bien-fondé des règles d'évaluation et le caractère raisonnable des estimations comptables significatives faites par l'organisme ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. J'estime que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de mon opinion.

A mon avis, les comptes annuels clos le 31 décembre 2007 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'organisme, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport de gestion, ainsi que le respect par l'organisme des lois applicables et des statuts, relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Ma responsabilité est d'inclure dans mon rapport les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels:

- le rapport de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels;
- sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires généralement applicables en Belgique et spécifiquement applicables au Fonds;
- je ne dois vous signaler aucune opération qui serait conclue en violation des statuts ou des lois applicables et l'affectation des résultats qui vous est proposée est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Bruxelles, le 14 mai 2008

Martine BRANCART
Reviser d'Entreprises



Annexes

Annexe 1

Loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement, **modifiée par la loi du 20 décembre 2005¹**

CHAPITRE I^{er}. - *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il convient d'entendre par les différents régimes légaux des pensions:

- 1° les régimes de pensions de la sécurité sociale des travailleurs salariés;
- 2° les régimes de pensions de la sécurité sociale des travailleurs indépendants;
- 3° les régimes de pensions à la charge du budget général des dépenses;
- 4° le régime de la garantie de revenus aux personnes âgées.

Pour l'application de la présente loi, il convient d'entendre par:

1° pouvoirs publics: le secteur des administrations publiques (S.13) tel que défini conformément au système européen de comptes nationaux et régionaux dans la Communauté, dénommé ci-après le SEC95;

2° solde de financement (capacité de financement): le solde (capacité) des pouvoirs publics défini en vertu du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs, annexé au Traité instituant la Communauté européenne;

3° dette publique: la dette publique définie en vertu du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs, annexé au Traité instituant la Communauté européenne;

4° Produit intérieur brut (réel): le produit intérieur brut (à prix constants) tel que défini dans le SEC95.

CHAPITRE II. - *La note sur le vieillissement*

Section 1. - Contenu de la note sur le vieillissement

Art. 3. Sur proposition des ministres chargés du Budget, des Affaires sociales, des Pensions et des Classes moyennes, le gouvernement établit chaque année une note sur le vieillissement dans laquelle il expose sa politique relative au vieillissement. La note sur le vieillissement procure en particulier l'information suivante:

1° une estimation des coûts supplémentaires des différents régimes légaux des pensions, des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et des indépendants et du régime de la garantie de revenus aux personnes âgées, en particulier ceux liés à l'évolution démographique;

2° la politique budgétaire à moyen et à long terme, compte tenu des estimations mentionnées au 1°;

3° la politique générale qui sera menée par le gouvernement en vue de faire face aux répercussions du vieillissement, notamment dans le domaine de la promotion de l'emploi et de l'augmentation de la participation au travail;

4° l'évolution des réserves des pensions complémentaires (deuxième pilier) et du niveau de pauvreté dans les classes âgées;

5° un aperçu des recettes, des dépenses et des réserves du Fonds de vieillissement.

¹ Les modifications apportées par la loi du 20 décembre 2005 sont indiquées en couleur.

Art. 4. Pour la rédaction de la note sur le vieillissement, le gouvernement se basera sur le rapport du Comité d'étude sur le vieillissement visé dans la section 2 du présent chapitre et sur l'avis annuel de la section des "Besoins de financement des pouvoirs publics" du Conseil supérieur des finances.

Art. 5. La note sur le vieillissement est communiquée chaque année au Conseil central de l'économie et au Conseil national du travail.

Section 2. - Comité d'étude sur le vieillissement

Art. 6. Un Comité d'étude sur le vieillissement est créé au sein du Conseil supérieur des finances.

Le Comité d'étude sur le vieillissement est chargé de la rédaction d'un rapport annuel examinant les conséquences budgétaires et sociales du vieillissement. Ce rapport contient notamment une estimation des conséquences financières sur le plan des différents régimes légaux des pensions, des régimes de sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants et du régime de la garantie de revenus aux personnes âgées, liées à l'évolution démographique.

Le Comité d'étude sur le vieillissement peut également, d'initiative ou à la demande du gouvernement, effectuer des études spécifiques en relation avec le vieillissement.

Art. 7. En ce qui concerne l'évaluation des coûts sur le plan des différents régimes légaux des pensions, des régimes de la sécurité sociale des travailleurs salariés et indépendants et du régime de la garantie de revenus aux personnes âgées, liés à l'évolution démographique, le Comité d'étude sur le vieillissement se fonde notamment sur les principes suivants:

1° pour ce qui est de la croissance économique, il est tenu compte d'une évaluation prudente de la croissance tendancielle, en considérant particulièrement l'impact éventuel de l'évolution démographique sur cette croissance tendancielle;

2° en matière de dépenses de pensions, il est tenu compte des dispositions légales en vigueur, y compris différentes variantes d'adaptation au bien-être;

3° pour ce qui est des dépenses dans le régime des soins de santé, une évaluation distincte est faite de l'influence de modifications dans la structure de l'âge de la population et d'autres facteurs tels que l'évolution des prix et l'évolution de la technologie médicale.

Art. 8. Le rapport du Comité d'étude sur le vieillissement est communiqué chaque année avant le 30 avril:

1° au gouvernement fédéral;

2° à la section des "Besoins de financement des pouvoirs publics" du Conseil supérieur des finances;

3° au Conseil central de l'économie et au Conseil national du travail.

Art. 9. Les recommandations relatives à la politique budgétaire des pouvoirs publics incorporées dans l'avis annuel de la section des "Besoins de financement des pouvoirs publics" du Conseil supérieur des finances tiennent notamment compte du rapport du Comité d'étude sur le vieillissement.

Art. 10. Les membres suivants sont membres de plein droit du Comité d'étude sur le vieillissement:

1° le vice-président du Conseil supérieur des finances, qui assure la présidence;

2° le membre du bureau du Conseil supérieur des finances, proposé par le Bureau fédéral du plan, qui assure la vice-présidence.

Les autres membres du Comité d'étude sur le vieillissement sont nommés par le Roi, dans le respect des règles suivantes:

1° un membre sur la proposition du Bureau fédéral du plan;

2° un membre sur la proposition de la Banque nationale de Belgique;

3° un membre sur la proposition du ministre des Finances, choisi parmi les fonctionnaires du service d'étude du département;

4° un membre sur la proposition du ministre du Budget, choisi parmi les fonctionnaires du service d'étude du département;

5° un membre sur la proposition du ministre des Affaires sociales, choisi parmi les fonctionnaires du service d'étude du département;

Le mandat des membres du Comité d'étude sur le vieillissement dure cinq ans et peut être renouvelé.

En cas de décès, démission ou révocation d'un membre, le membre nouvellement nommé termine le mandat de celui à qui il succède.

Art. 11. Le Comité d'étude sur le vieillissement peut, dans le cadre de ses activités, entendre les personnes dont l'avis lui paraît utile.

CHAPITRE III. - *Fonds de vieillissement*

Section 1. - Création du Fonds de vieillissement

Art. 12. Il est créé un organisme public doté de la personnalité juridique, dénommé Fonds de vieillissement. Le siège du Fonds est établi dans l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 13. Le Fonds de vieillissement est classé dans la catégorie B de l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et se trouve sous le contrôle conjoint du ministre des Finances et du ministre du Budget.

Section 2. - Objectif et mission du Fonds de vieillissement

Art. 14. Le Fonds de vieillissement a pour objectif de créer des réserves permettant de financer durant la période comprise entre 2010 et 2030 les dépenses supplémentaires des différents régimes légaux des pensions suite au vieillissement.

Art. 15. En vue de cet objectif, le Fonds de vieillissement est investi de la mission suivant:

1° assurer la gestion de ses recettes et de ses dépenses;

2° assurer la gestion de ses réserves.

Section 3. - Conseil d'administration du Fonds de vieillissement

Art. 16. Le Fonds de vieillissement est administré par un conseil d'administration, composé de dix membres, dont neuf sont nommés par le Roi comme suit:

1° quatre membres sur la proposition respective du premier ministre, du ministre des Finances, du ministre du Budget et du ministre des Affaires sociales;

2° trois membres sur la proposition du comité de gestion de la Sécurité sociale et un membre sur la proposition du conseil d'administration de l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;

3° un membre sur la proposition de la Banque nationale de Belgique.

Le président est nommé par le Roi, sur la proposition du ministre du Budget, parmi les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°.

L'administrateur général de la Trésorerie est membre de plein droit et remplit la fonction d'administrateur délégué du Fonds de vieillissement.

Le conseil d'administration se compose à part égale de membres francophones et néerlandophones.

Art. 17. Les administrateurs sont nommés pour six ans. Leur mandat est renouvelable.

En cas de décès, démission ou révocation d'un administrateur, l'administrateur nouvellement nommé termine le mandat de celui à qui il succède.

Art. 18. Le conseil d'administration détermine la politique et assume la gestion des réserves. Il dispose de tous les pouvoirs pour que le Fonds de vieillissement puisse exécuter ses missions et en assure le bon fonctionnement.

Le conseil d'administration fixe les directives pour le placement des réserves.

L'administrateur délégué assure la gestion journalière du Fonds de vieillissement. Il prépare les décisions du conseil d'administration et les exécute.

Art. 19. Le conseil d'administration peut déléguer certains pouvoirs d'administration à l'administrateur délégué.

L'administrateur délégué peut, moyennant l'accord du conseil d'administration, déléguer certains de ses pouvoirs aux membres du personnel du Fonds de vieillissement.

Art. 20. Le Fonds de vieillissement est représenté dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires par le président du conseil d'administration. Sauf pour les actes judiciaires, le président peut, moyennant l'accord du conseil d'administration, déléguer son pouvoir de représentation à l'administrateur délégué.

Art. 21. L'administrateur délégué fait régulièrement rapport au conseil d'administration. Le conseil d'administration ou son président peut à tout moment demander à l'administrateur délégué de faire rapport sur les activités du Fonds de vieillissement.

Art. 22. Le Roi fixe des indemnités et des jetons de présence pour les membres du conseil d'administration.

Section 4. - Revenus du Fonds de vieillissement

Art. 23. Les revenus du Fonds de vieillissement se composent de surplus budgétaires, d'excédents de la sécurité sociale et de recettes non fiscales.

Les revenus du Fonds de vieillissement se composent également des produits des placements des réserves du Fonds de vieillissement.

Art. 24. Sur la base du surplus budgétaire estimé et en fonction des recommandations formulées dans la note sur le vieillissement, il est inscrit, chaque année, au budget général des dépenses, le montant qui est versé au Fonds de vieillissement.

Art. 25. Sur la base des excédents estimés de la sécurité sociale et en fonction des recommandations formulées dans la note sur le vieillissement, le Roi détermine chaque année, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le montant qui est versé au Fonds de vieillissement par l'O.N.S.S. - gestion globale, visé à l'article 5, 2°, de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et par l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants.

Art. 26. En application de l'article 45 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, un fonds budgétaire est créé au sein de la section "Dettes publiques" du budget général des dépenses, dénommé "Recettes non fiscales diverses destinées au Fonds de vieillissement".

Art. 27. Le fonds budgétaire est alimenté par des recettes non fiscales qui sont affectées par le Roi, en tout ou en partie, au Fonds de vieillissement par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Le montant des recettes non fiscales ainsi affectées au Fonds de vieillissement est inscrit en tant que recettes du fonds budgétaire visé à l'article 26 et est inclus en tant que dépenses dans le budget général des dépenses à charge d'un crédit variable de ce fonds budgétaire.

Art. 27 bis. § 1er. A partir de l'exercice budgétaire 2007, le Fonds de vieillissement se verra en principe affecter chaque année un montant équivalent à 0,3 pourcent du produit intérieur brut pour l'exercice budgétaire 2007, à majorer à chaque fois de 0,2 pourcent du produit intérieur brut par an pour les exercices budgétaires 2008 jusques et y compris 2012.

Les affectations pour les exercices budgétaires suivants sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

§ 2. Le montant annuel affecté effectivement au Fonds de vieillissement est égal à la capacité de financement de l'exercice budgétaire concerné, à majorer de l'impact des mesures donnant lieu à une diminution de la dette publique pour l'exercice budgétaire en question, sans impact sur le solde de financement.

La majoration visée à l'alinéa précédent, est limité annuellement à un montant de:

1° 250 millions EUR pour les exercices budgétaires 2007 jusques et y compris 2010;

2° 500 millions EUR pour les exercices budgétaires 2011 et suivants.

§ 3. Le montant affecté au Fonds de vieillissement pour un exercice budgétaire déterminé, en application du § 2, est majoré lorsque, au cours de l'exercice budgétaire concerné et de l'exercice budgétaire précédent, l'augmentation annuelle, exprimée en pourcentage, du produit intérieur brut réel est inférieure à 2 pourcent, et il est diminué lorsque, au cours de l'exercice budgétaire concerné et de l'exercice budgétaire précédent, l'augmentation annuelle, exprimée en pourcentage, du produit intérieur brut réel est supérieure à 3 pourcent.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la section "Besoins de financement des pouvoirs publics" du Conseil supérieur des Finances, les modalités selon lesquelles les montants affectés au Fonds de vieillissement en application du § 2, sont adaptés dans les cas visés à l'alinéa précédent.

§ 4. Pour l'application du présent article, on se base sur le solde de financement (capacité de financement) et le produit intérieur brut (réel), tels que communiqués par l'Institut des comptes nationaux et sur la dette publique, telle que communiquée par la Banque nationale de Belgique, au ministre du Budget au mois d'octobre de l'année suivant celle à laquelle ces paramètres se rapportent.

Art. 28. Les modalités des versements au Fonds de vieillissement sont réglées moyennant une convention à conclure entre le Fonds de vieillissement et le ministre des Finances.

Section 5. - Dépenses du Fonds de vieillissement

Art. 29. Sur la base des recommandations figurant dans la note sur le vieillissement et relatives aux besoins de l'année suivante, le Roi détermine chaque année, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après communication aux Chambres législatives fédérales, le montant qui est prélevé des moyens du Fonds de vieillissement et qui est versé aux différents régimes légaux des pensions et au régime de la garantie de revenus aux personnes âgées.

Ce montant est communiqué au Fonds de vieillissement avant le 31 octobre de l'année en cours.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, le calendrier de versement de ces montants.

Art. 30. Le Fonds de vieillissement peut effectuer des dépenses à partir de l'année 2010, à condition que le rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut soit inférieur à soixante pour cent.

Section 6. - Gestion des réserves du Fonds de vieillissement

Art. 31. Les placements du Fonds de vieillissement doivent s'opérer dans le respect des règles de placement prudentes.

Le ministre des Finances fixe chaque année, sur la proposition du conseil d'administration du Fonds de vieillissement, les directives générales relatives à la gestion du Fonds. Ces directives sont transmises à la Cour des comptes.

Art. 32. Le placement des réserves du Fonds de vieillissement s'opère :

1° lors d'un rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut supérieur à 100 pour cent, en titres et en fonds de l'Etat belge;

2° lors d'un rapport entre la dette publique et le produit intérieur brut inférieur à 100 pour cent, en actifs, qui, lors du calcul de la dette Maastricht, peuvent être portés en déduction de la dette publique brute.

Section 7. - Fonctionnement et contrôle du Fonds de vieillissement

Art. 33. Le Fonds de vieillissement fait appel, contre une rémunération, au personnel de l'Etat. Le ministre des Finances désigne les agents nécessaires à cet effet.

Art. 34. Les frais de fonctionnement du Fonds de vieillissement sont portés à charge d'un crédit inscrit au budget général des dépenses.

Les modalités des versements destinés à couvrir les frais de fonctionnement du Fonds de vieillissement sont réglées moyennant une convention à conclure entre le Fonds de vieillissement et le ministre des Finances.

Art. 35. Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de fonctionnement du Fonds de vieillissement.

CHAPITRE IV. - *Dispositions modificatives, dispositions diverses et entrée en vigueur*

Art. 36. A l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots "Fonds de vieillissement" sont insérés dans la catégorie B dans l'ordre alphabétique.

Art. 37. Dans le tableau annexé à la loi organique du 27 décembre 1990 créant des fonds budgétaires, modifiée pour la dernière fois par la loi du 2 janvier 2001, est insérée une sous-rubrique 51-2 "Recettes non fiscales diverses destinées au Fonds de vieillissement".

Art. 38. A l'article 10 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, il est ajouté un 5°, rédigé comme suit:

"5° une note sur le vieillissement dans laquelle le gouvernement expose sa politique en matière de vieillissement".

Art. 39. L'article 127 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses, modifié par la loi du 5 mai 1997, est complété par le paragraphe suivant:

"§ 5. Le Bureau fédéral du plan est chargé du secrétariat du Comité d'étude sur le vieillissement créé par l'article 6 de la loi du 5 septembre 2001 portant garantie d'une réduction continue de la dette publique et création d'un Fonds de vieillissement et de la participation à l'exécution de la mission confiée à lui "

Art. 40. Le Fonds de vieillissement est exonéré de tous impôts sur les revenus, des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque et de succession, des taxes assimilées au timbre, ainsi que des autres taxes directes ou indirectes. Le Fonds de vieillissement est également exonéré de tous impôts ou taxes au bénéfice des provinces et des communes.

Art. 41. Avant le 31 mai de chaque année, le Fonds de vieillissement établit un rapport concernant l'année budgétaire précédente. Ce rapport est communiqué au gouvernement et aux Chambres législatives fédérales.

Art. 42. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur belge.

Donné à Bruxelles, le 5 septembre 2001.

(.....)

Annexe 2

Composition du conseil d'administration du Fonds de vieillissement

Situation au 31 décembre 2007

Marc BOEYKENS, président¹

Conseiller à la Cellule coordination générale de la politique du SPF Chancellerie du Premier Ministre

John CROMBEZ²

Secrétaire du groupe SP.A à la Chambre des Représentants

Alexandre DE GEEST³

Conseiller à la Cellule stratégique du Ministre des Finances

Rudy DE LEEUW⁴

Président de la Fédération Générale du Travail de Belgique

Françoise MASAI⁵

Directeur de la Banque nationale de Belgique

Marcel SAVOYE⁴

Secrétaire national de la Confédération des Syndicats Chrétiens

Pieter TIMMERMANS⁴

Directeur général de la Fédération des Entreprises de Belgique

Anne VANDERSTAPPEN⁶

Conseiller à la "Unie van Zelfstandige Ondernemers"

Marc WILLEMS⁷

Directeur adjoint de la Cellule stratégique du Ministre des Pensions

Jean-Pierre ARNOLDI, administrateur délégué⁸

Administrateur général de la Trésorerie

Commissaire du gouvernement

Kris DE WITTE

Inspecteur général des finances

-
- 1 Membre sur proposition du Premier Ministre; président sur proposition du Ministre du Budget.
 - 2 Sur proposition du Ministre du Budget.
 - 3 Sur proposition du Ministre des Finances.
 - 4 Sur proposition du comité de gestion de la Sécurité sociale.
 - 5 Sur proposition de la Banque nationale de Belgique.
 - 6 Sur proposition du conseil d'administration de l'Institut national d'Assurances sociales pour travailleurs indépendants.
 - 7 Sur proposition du Ministre des Affaires sociales.
 - 8 Membre et administrateur délégué de plein droit.

Annexe 3

Portefeuille au 31 décembre 2007 (en euros)

Bon du Trésor - Fonds de vieillissement	Montant placé	Taux d'intérêt	Intérêts proratisés au 31/12/2007	Portefeuille au 31/12/2007	Montant à échéance finale
28/03/2002 - 15/04/2010	624.076.032,25 (1)	5,43384823	222 695 662,05	846 771 694,30	955.734.250,39
12/09/2002 - 15/10/2010	431.740.237,50 (2)	4,54934710	114 970 856,19	546 711 093,69	618.936.159,87
10/04/2003 - 15/04/2011	451.511.336,23 (3)	4,23497214	97 902 310,88	549 413 647,11	629.682.696,99
21/11/2003 - 17/10/2011	645.687.591,81 (4)	4,24719380	120 541 387,83	766 228 979,64	897.230.872,37
21/11/2003 - 16/04/2012	1.000.000.000,00 (4)	4,31747266	189 982 420,45	1 189 982 420,45	1.426.757.473,64
21/11/2003 - 15/04/2013	1.000.000.000,00 (4)	4,44964500	196 199 094,60	1 196 199 094,60	1.506.014.320,05
22/01/2004 - 15/10/2012	296.159.365,37 (5)	4,22902667	52 574 816,97	348 734 182,34	425.297.020,86
22/01/2004 - 15/04/2014	1.000.000.000,00 (5)	4,37400828	183 997 235,92	1 183 997 235,92	1.549.902.169,97
22/01/2004 - 15/04/2015	1.000.000.000,00 (5)	4,45786790	187 754 698,39	1 187 754 698,39	1.632.358.619,37
22/01/2004 - 15/04/2016	1.000.000.000,00 (5)	4,56395979	192 521 059,07	1 192 521 059,07	1.726.649.079,02
22/01/2004 - 18/04/2017	1.000.000.000,00 (5)	4,67063142	197 327 847,09	1 197 327 847,09	1.830.675.165,94
22/01/2004 - 16/04/2018	1.000.000.000,00 (5)	4,74408188	200 646 036,29	1 200 646 036,29	1.934.933.570,10
03/12/2004 - 15/04/2019	1.250.000.000,00 (6)	4,20204082	168 923 528,47	1 418 923 528,47	2.258.592.546,19
03/12/2004 - 15/04/2020	1.250.000.000,00 (6)	4,24643832	170 786 074,89	1 420 786 074,89	2.369.231.756,61
20/05/2005 - 14/04/2021	442.653.633,07 (7)	3,76448399	44 985 462,12	487 639 095,19	797.041.035,55
28/12/2006 - 15/10/2021	555.628.202,07 (8)	4,01888850	22 579 697,78	578 207 899,85	995.830.949,11
27/04/2007 - 15/04/2021	176.663.398,98 (9)	4,32873520	5 181 699,81	181 845 098,79	319.446.696,28
Total	13.124.119.797,28		2.369.569.888,80	15.493.689.686,08	21.874.314.382,31

(1) UMTS (437.805.323,76); plus-value or (177.114.565,58); intérêts court terme (9.156.142,91)

(2) Bénéfices BNB (429.000.000,00); intérêts court terme (2.740.237,50)

(3) Dividende Belgacom (237.252.326,52); billets de banque (213.965.560,02); intérêts court terme (293.449,69)

(4) Credibe (2.645.687.591,81)

(5) Fonds de pension Belgacom (5.000.000.000,00); dividende Belgacom (290.000.021,25); intérêts court terme (6.159.344,12)

(6) Fadels (2.500.000.000,00)

(7) DLU (442.897.175,76); solde Credibe (19.754.339,06); intérêts court terme (2.058,25)

(8) Bénéfices BNB (211.934.919,75); dividende Belgacom (317.056.955,21); DLU (150.737,04); solde Credibe (26.477.330,62); intérêts court terme (8.259,45).

(9) Solde budgétaire 2006 (176.000.000,00); intérêts court terme (663.398,98)

Annexe 4

Législation, réglementation et publications

Législation et réglementation (à partir du 1er janvier 2007)

Arrêté royal du 21 avril 2007 relatif à la démission honorable d'un membre et de la nomination d'un membre du conseil d'administration du Fonds de vieillissement

Moniteur belge du 25 mai 2007, Ed. 2, p. 28255

Publications (à partir du 1er janvier 2007)

Conseil supérieur des finances, section "Besoins de financement des pouvoirs publics", Vers des finances publiques soutenables et neutres sur le plan intertemporel dans le contexte du vieillissement, mars 2007

Texte disponible sur le site web du Conseil supérieur des finances, www.docufin.fgov.be

Fonds de vieillissement, Rapport annuel 2006, mai 2007

Texte disponible sur le site web du Fonds de vieillissement, www.fondsdevieillissement.be

Conseil supérieur des finances, Comité d'étude sur le vieillissement, Rapport annuel, juin 2007

Texte disponible sur le site web du Conseil supérieur des finances, www.docufin.fgov.be

Note sur le vieillissement 2008, 19 mars 2008

Document repris dans l'Exposé général des budgets des recettes et des dépenses pour l'année budgétaire 2008, 19 mars 2008, p. 40-58. Texte disponible sur le site web de la Chambre des représentants, www.lachambre.be (document 52 0992/001)

Annexe 5

Contacts

Adresse

Fonds de vieillissement
Avenue des Arts 30
1040 Bruxelles
tél. 0257 471 80

Administration

Jean-Pierre Arnoldi, administrateur général de la Trésorerie, administrateur délégué

José Nys, conseiller de la Trésorerie
Fabienne Philippe, expert financier et administratif
Frédéric Fourneau, expert financier
Yolande De Leeuw, collaborateur administratif

Personnes de contact

José Nys, tél. 0257 472 54, e-mail: jose.nys@minfin.fed.be
Frédéric Fourneau, tél. 0257 475 85, e-mail: frederic.fourneau@minfin.fed.be

Site web

www.fondsdevieillissement.be



Notes

